

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique : Bertrand Renouvin

DU 12 MAI AU 25 MAI 1977

7^e ANNÉE — N° 248 — 3,50 F

l'héritier **secret ?**



NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS - 75001 PARIS

repères

En cet an avant dernier de Giscardie et de clowneries schreibériennes (notre Mauvaise humeur) la gauche se conduit déjà en coalition de gouvernement et cherche pour cela à améliorer sa cohérence interne. Ce qui amène le P.C. à s'aligner sur la position socialiste à propos du Parlement européen (article d'André Roy). Mais cohérence ne signifie pas pertinence et trop d'équivoques et de préjugés bureaucratiques analysés par Bertrand Renouvin encombrant l'esprit des hiérarques socialo-communistes. Pour donner sans doute sinon un Goulag comme en Chine (chronique Lire) du moins un enfer aseptisé à la scandinave. Comme prévu, la gauche stérilise l'espérance de mai 68 dont nous parle en témoin lucide et compréhensif l'ancien préfet de police Maurice Grimaud (Lire). Qui plus est, elle se révélera incapable d'offrir une alternative sérieuse de société à la société marchande anglo-saxonne version corrigée Carter (article de Marc Vandesende) ou de maîtriser le problème complexe de la croissance qui va pendant de longs mois faire l'objet d'un débat dans nos colonnes (entamé aujourd'hui par Arnaud Fabre). Face à la mafia despotico-terroriste gaucharde, elle-même ultime avatar du discours de pouvoir dans le grand Logos occidental, il faut réagir par l'ironie socratique. Maurice Clavel nous y invite (analyse de son livre par Gérard Leclerc en Idées). Mais il faut surtout retrouver une légitimité politique pour notre temps. Ce fut manqué de peu voici quinze ans lorsque Charles de Gaulle songea à perpétuer son œuvre en faisant appel au Comte de Paris (voir notre entretien avec Philippe de Saint Robert en pages centrales). A nous de nous préparer à saisir à nouveau « la verte fortune » qui selon Machiavel s'offre aux audacieux une fois par génération.

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Téléphone : 742-21-93
Abonnement 3 mois 25 F.
Abonnement 6 mois 45 F.
Abonnement 1 an 80 F.
Abonnement de soutien 150 F.
C. C. P. 18 10406 N Paris
Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT
Les illustrations et les photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel, et sont la propriété du Journal.
Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

royaliste 248 - page 2

la presse au crible

Il y a quelques semaines, « Royaliste » consacrait sa première page à l'autre France, celle des marginaux, qui venait de se tailler de jolis résultats électoraux. Il y a une dizaine de jours, un cinéma parisien accueillait une « semaine homosexuelle », tandis que télévisions et journaux s'interrogeaient sur la violence des « indiens » et autres « autonomes » - symboles d'une Italie en voie de décomposition. Preuve que la marginalité n'est pas seulement un phénomène de rejet du discours de droite et de gauche, l'irruption des exclus apparaissant comme une conséquence du mouvement de contestation des sociétés industrielles.

LES MAÎTRES-PENSEURS

De jeunes philosophes y voient le refus radical de tout pouvoir, de toute « maîtrise » : celle de la bourgeoisie comme celle des maîtres à penser de la gauche - Marx compris. Ainsi, rendant compte du dernier livre d'André Glucksmann Jean-Jacques Brochier montre dans le MAGAZINE LITTÉRAIRE (n° 124) que la seule objection sérieuse, en effet, au discours du pouvoir (inséparable du pouvoir du discours) c'est la parole sous-jacente, confuse, murmurante, quasi-inaudible, des dominés, de la marginalité, du monde de l'exclusion, de la réclusion, de l'enfermement. Le grand tournant de notre pensée, et peut-être de notre vie, ce n'est ni le XX^e Congrès, ni le grand bond en avant, ni la bombe atomique, c'est la possibilité de concevoir cela, non pour le dominer, selon la formule de Hegel, mais pour y résister. C'est la coïncidence de la découverte vraie du Goulag (c'est-à-dire de la perte définitive de l'espoir dans le socialisme artificiellement opposé au fascisme) et de la parution de l'Histoire de la folie et de Surveiller et punir.

Mais, ajoute J.J. Brochier, est-il sûr que cette explosion laisse « la possibilité d'une parole, d'un langage, qui ne soit pas encore du pouvoir ? » Plutôt que de faire une réponse a priori, allons voir du côté des multiples sociétés d'exclus : Dans LIBÉRATION (n° 1010) Philippe Gavi décrit comment les homosexuels américains ont

conquis le droit d'exister en tant que tels :

Les communautés homosexuelles sont devenues des groupes de pression dont les voix comptent. Des « gay for... » il y en a à peu près dans tous les domaines. Souvent comme pour certaines féministes, la revendication consiste d'ailleurs à vouloir faire comme les autres dans le même système. Désormais, il y a des femmes à West Point et dans les commandos des marines. Désormais, les homosexuels de San Francisco pourront être dans la police. Le sergent Leonard Matlovich fait la une de Time quant à l'intention d'un procès à l'US Air Force qui ne veut, plus d'un homosexuel déclaré. Des lesbiennes revendiquent aussi le droit de rester dans l'armée.

Conclusion :

La libération sexuelle ne conduit pas nécessairement vers des révolutions, elle peut aussi conduire vers des formes plus feutrées, plus subtiles d'oppression et de contrôle. Je dis bien aussi, parce qu'aucun discours n'est opposable au fait que quelqu'un se vive mieux et prenne mieux ce qu'il considère comme son plaisir.

Les femmes aussi, on le sait depuis le MLF, ont le sentiment d'appartenir au monde des exclus. Et leur lutte ne fait plus rire personne. Lia Migale écrit écrit par exemple dans POLITIQUE HEBDO (n° 267) :

La première donnée du féminisme en Italie est sans aucun doute sa diffusion massive ; les collectifs de quartier se multiplient dans les villes, et, dans les villages, les groupes de femmes ne sont plus une nouveauté. Cette diffusion, cependant, n'est pas seulement territoriale : le féminisme, comme pratique de vie et comme engagement politique des femmes, est entré dans les syndicats, dans les partis de la gauche traditionnelle, dans les lieux de travail, dans les écoles.

Comment contester la légitimité de cet engagement ? Mais comment ne pas s'interroger sur le « discours » féministe de certains journaux, qui exploitent un « marché » rentable tout en servant de supports publicitaires aux « valeurs » féminines les plus traditionnelles ? Comme cela on gagne sur les deux tableaux : côté « pub », de jolies filles bronzées faisant vendre maillots et crèmes amincissantes ; côté texte un discours professoral sur la Libération de la Femme avec

des majuscules partout.

Entendons-nous bien : je ne nie pas le droit des femmes à leur plein épanouissement. Mais je mets en doute une prétention « scientifique » dont on a démontré (Xavière Gauthier par exemple) le caractère subjectif. Sous le baratin « libéré » se cachent de nouvelles normes aussi perturbantes que celles du siècle dernier. Ainsi MARIE CLAIRE (Mai 1977) nous informe du « nouveau message de la science » à propos du plaisir de l'homme et de la femme - beaucoup moins différents que la même science l'affirmait il y a quelques années. Et ce n'est pas tout :

Le même changement d'optique est en train de se produire dans le domaine du fantasme. On était persuadé jusqu'ici que les images pornographiques qui donnent des palpitations à tant d'hommes laissent les femmes indifférentes. De nouvelles expériences ont été effectuées à l'aide d'un appareil qui décèle, électriquement et scientifiquement le, désir. Il s'agit du photopléthysmographe, conçu pour mesurer la pression sanguine dans la région génitale.

Ce photopléthysmographe ne vous fait pas peur ? Et les batteries de tests effectuées aux Etats-Unis par des bataillons de psychologues et de sociologues ne conduisent-elles pas à penser que la « libération sexuelle » est un piège à con, pour reprendre le mot d'un philosophe célèbre ?

On peut se poser ces questions, sans pour autant remettre en cause l'importance d'une parole marginale et libérée. Mais peut-elle, seule, face aux récupérations, aux inquisitions, aux terrorismes qui la menacent ou qui peuvent y naître ? Le « Programme commun » n'est ici d'aucun secours, comme on peut le vérifier à la lecture de l'article par Marcelle Padovani (LE NOUVEL OBSERVATEUR, n° 651) consacré aux « enragés » d'Italie. Pour elle, la seule solution est que la gauche « organise... les chômeurs et les marginaux autour d'un plan d'emploi et de requalification pour les jeunes ». Un « Plan d'emploi » pour résoudre une crise de civilisation ? Décidément, face à la droite répressive, la gauche récupératrice, réformatrice et aliénante ne vaut guère mieux.

Jacques BLANGY

le pc et

ses ambiguïtés

Avec sa récente décision d'accepter l'idée de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel direct, le PCF n'a pas fait volte-face. Cette évolution du Parti de Georgéarchais n'est même pas surprenante. Dans cette affaire, le P.C. a su trouver une solution à l'un de ses gros problèmes, tout en restant parfaitement fidèle à lui-même.

C'est un «crime contre la France»... «Nous ne céderons, nous ne transigerons jamais...». Les déclarations de Georges Marchais ou de Jean Kanapa, «ministre» des affaires étrangères du Parti, toujours énergiques, toujours catégoriques, ne pouvaient guère laisser prévoir que moins d'un trimestre plus tard, le premier secrétaire du Parti annoncerait qu'il «pourrait examiner la situation», déclaration que Paul Laurent confirmait dans *Hebdo-TC* du 28 avril dernier. Que s'est-il donc passé pour motiver ce retour - mais en est-ce vraiment un? - en arrière?

EUROPE : ROSE AU POING ET EPINE AU PIED

Les positions différentes des deux grands signataires du Programme Commun à propos de l'Europe, enfonçaient une épine de taille au pied de l'Union de la gauche, puisqu'ils se trouvaient en total désaccord sur ce point.

Bien sûr, pendant longtemps, ce fut là seulement l'une des divergences profondes séparant les alliés au sein d'un programme qui n'avait à vrai dire de commun que le nom. Mais cela n'avait qu'une importance toute relative. Tant que la perspective de gouvernement reste aussi lointaine qu'incertaine, pourquoi se soucier qu'un programme soit cohérent ou pas?

Mais, avec les derniers résultats des élections municipales, les deux frères jusqu'alors plus ou moins ennemis, se trouvent face à un pouvoir qui s'approche d'eux à une allure vertigineuse. Dès lors, la nécessité d'aplanir au plus tôt les divergences s'impose, afin d'être prêt à saisir ce que l'impuissance d'une droite à bout de souffle et la molesse présidentielle s'approprient à leur offrir. Et

c'est là que l'épine européenne se faisait douloureusement sentir.

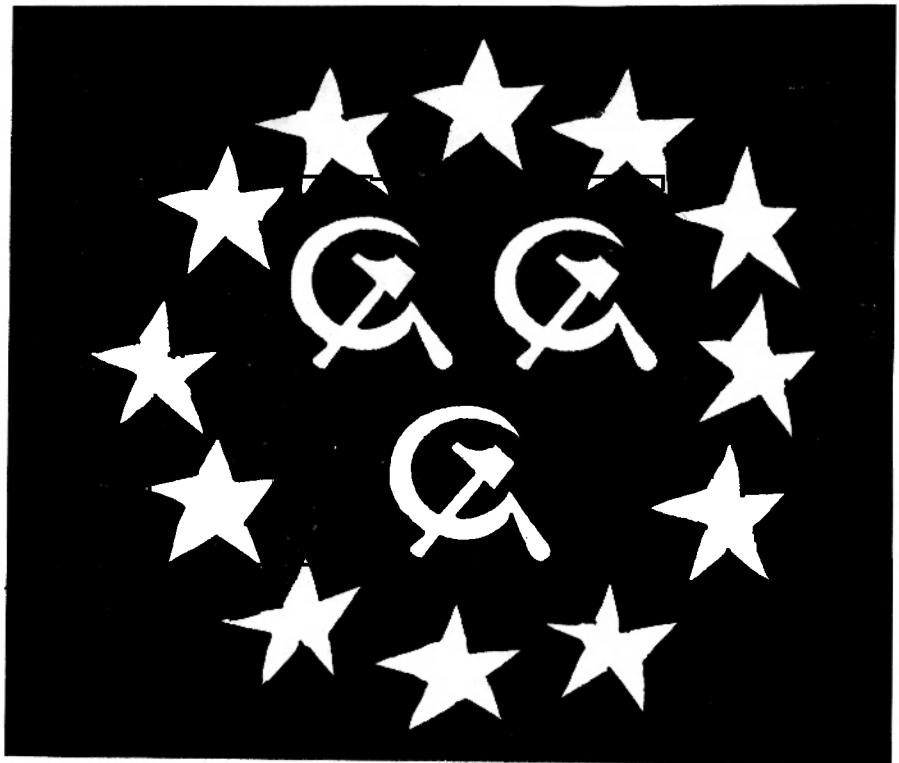
Car le P.C. ne veut pas apparaître au sein de l'Union de la gauche comme responsable des divisions qui la séparent. Sa position vis à vis de l'Europe, en l'opposant formellement au Parti Socialiste, le marque donc d'une façon désagréable.

Second point important : le Parti Communiste Français ne peut décemment plus présenter l'Europe comme l'enfer du communisme et la fin de la démocratie, lorsque, de son côté, le P.C.I. ne provoque sur le sujet aucune discussion, et vote paisiblement pour le projet quand il lui est présenté. A moins de présenter Berlinguer comme Satan incarné, ce qui n'irait pas sans quelques difficultés «diplomatiques» avec le «parti-frère», et Georges Marchais aurait peut-être eu du mal à être convaincant auprès de ses militants.

Enfin, le premier secrétaire veut depuis longtemps donner, à l'électorat non communiste, l'image d'un Parti Communiste ferme mais non dur, constant mais non intransigeant ou fermé. L'épine continuait de s'enfoncer...

ON NE TIRE PAS SUR UNE AMBULANCE!...

Face à ces difficultés, et instigatrice de celles-ci, l'Europe semblait mourir lentement. Cette baudruche, fruit des amours de l'Allemagne et des Etats-Unis, se perçait de partout et se dégonflait de plus en plus vite. Après avoir soulevé une forte vague d'émotion, le projet s'est trouvé réduit à une sorte de peau de chagrin lamentable, à l'image d'ailleurs de ses plus fervents défenseurs. Concept abstrait, de plus en plus vide de sens, le Parlement Européen ne mobilisait plus les



énergies. Petit à petit, il se trouvait vidé de sa substance. Après quelques aménagements des textes, il ne présenterait plus de dangers menaçants dans l'immédiat l'indépendance nationale.

«On ne tire pas sur une ambulance», même lorsqu'elle transporte une agonisante qui aurait pu être dangereuse. Pourquoi, alors, Georges Marchais aurait-il mobilisé ses troupes contre ce concept désincarné et déjà fort détérioré? Et pourquoi, surtout, se serait-il mis en difficultés vis à vis de ses alliés, quand le sujet ne le demandait plus?

LE PARTI FIDÈLE A LUI-MÊME

Ainsi, le premier secrétaire du Parti Communiste préfère-t-il sans doute combattre de façon nuancée le projet - ou ce qu'il en reste - sur le plan strictement parlementaire. Du même coup, il supprime toutes les difficultés, sans pour autant avoir à effectuer un volte-face de fond, que beaucoup parmi ses partisans considéreraient comme une trahison.

Au Parlement, il va se trouver aux côtés des gaullistes, menés au «front» par Michel Debré, adversaire s'il en est d'une Europe supranationale, qui a choisi, depuis longtemps déjà, de s'en tenir à ce terrain.

En exigeant la garantie d'un «engagement solennel et contraignant», pour que les élus au Parlement Européen ne puissent s'arroger de nouveaux pouvoirs, pour qu'ils «ne puissent en aucune façon mettre en cause l'indépendance et la souveraineté nationale», les communistes entendent

donc rester fidèles à leurs positions formellement hostiles à la supranationalité. Leur prétendu «pas en avant» vers l'Europe n'est en fait qu'un changement de tactique, adapté aux nécessités actuelles. Par amendements successifs, les adversaires de l'élection du Parlement Européen s'approprient en fait à lui retirer tout pouvoir, pour le faire demeurer, comme il l'est actuellement, «une assemblée de bavards irresponsables.»

DES DANGERS TOUT DE MÊME...

Pourtant, s'il semble aujourd'hui que les partisans de l'Europe sont en voie de perdre la bataille, des dangers restent présents, qu'il ne faut pas sous-estimer.

La mise en route de la machine, si faible que soit la première poussée, peut devenir peu à peu irréversible. A la faveur d'un bouleversement important dans un ou plusieurs des pays européens, par exemple, le Parlement pourrait parvenir, au besoin en violant des lois qu'un Etat affaibli ne pourrait faire respecter, jusqu'au point où les gouvernements seraient obligés de se soumettre.

Bien sûr, ce ne sont là que des suppositions. Pourtant, ces dangers demeurent même s'ils ne sont guère probables pour l'instant.

Il est enfin attristant de penser que notre indépendance nationale, ou ce qu'il en reste, est ainsi soumise au caprice des partis. Leurs jeux tiennent toujours aussi peu compte des intérêts de la France.

André ROY

le plan carter

Faux naïf et faux pequenot «Jimmy Cacahuète» est en train de créer autour de sa personne le mythe du grand frère de chaque Américain. Mythe qui lui permet sous couleur de moralisation de la politique énergétique de rendre l'impérialisme politico-économique américain plus efficace que jamais.

Il y a décidément toute une geste Carter qui est en train de se créer. Premier geste à grand spectacle du nouveau Président : la nomination d'Andrew Young comme délégué aux Nations-Unies. Young, noir, ancien adjoint de R. Martin Luther King à la présidence de la conférence chrétienne du Sud. Il était d'ailleurs aux côtés de celui-ci quand il fut assassiné à Memphis. Young fut un ardent supporter de Carter, efficace auprès de l'électorat noir. La «nounou» de «Mlle Carter» est une noire, sortie du pénitencier pour meurtre en état d'ébriété; Carter renverse l'image traditionnelle du Sudiste esclavagiste, la mode revient au Sud... Parallèlement, Carter mène son combat pour les droits de l'homme... L'opinion américaine est tenue en haleine par les déclarations du Président ou de ses représentants divers.

GRAND FRERE PRECHEUR...

En fait, le mythe Carter est en marche. Depuis Kennedy, les américains se «sentaient enfants perdus». Il leur manquait l'image d'un souriant grand frère. Carter, officier de marine, quittant l'armée à la mort de son père, s'attaquant à restaurer le domaine familial, petit provincial, bon père de famille, époux fidèle (ce qui n'était pas le cas de JFK) et... homme religieux. Il se présente lui-même comme un homme du «re-birth», de la renaissance. Naître à nouveau. Un phénomène les plus extraordinaires de la civilisation américaine actuelle, c'est qu'un nombre sans cesse croissant d'Américains se proclament de la renaissance! De la drogue, d'illuminations foudroyantes, de grâces mystiques en tous genres, les Américains renaissent, et Carter est en train d'obtenir auprès des Américains moyens et petits une aura quasi religieuse. La jeunesse se tourne vers un peu plus d'exotisme, les affaires ont encore Wall Street, mais le marais américain est fasciné

par cet homme. Il va tenter en fait de réaliser le rêve de tout Américain, de devenir le modèle idéal, gendarme nouveau style.

...OU MAQUIGNON EN ENERGIE?

Ce mythe renaissant d'une Amérique pure et exemplaire, Carter est en train de l'utiliser pour accroître l'indépendance et la prédominance énergétique de son pays. La campagne énergétique vient ainsi d'être lancée à grand fracas et sur plusieurs fronts. Tout d'abord Carter veut réduire la consommation de pétrole et ramener les importations de brut à 300 millions de tonnes par an (77, + 350mt/an). En effet, en 72, les USA importaient près de 30 % de leur consommation; ce taux s'élèvera à 50 % à la fin de 1977. Quant au coût de ces importations il est passé de 2,7 milliards de francs en 1970 à 34 milliards en 1977. Pour faire face à toute crise éventuelle, le gouvernement prévoit la reconstitution d'une réserve stratégique de 1 milliard de barils, ce qui correspondrait à six mois de consommation.

Le Président Carter se prépare au mécontentement, aussi le programme de «restrictions» garantit la constitution du potentiel énergétique nécessaire à la croissance économique. C'est là toute la complexité du Programme Carter. Les économies seront réalisées par des augmentations des taxes à la consommation de 5 cents à 50 cents le gallon (de 25 centimes à 2,50 F les 4 litres). Ajoutons une taxe sur les grosses cylindrées (400 à 2500 dollars), une taxe sur la production intérieure relevant le prix de l'essence et du mazout produits aux USA de 10 %, et enfin une augmentation du prix de gaz naturel. Les mesures touchant l'industrie ont pour but d'inciter le secteur privé et public à se reconvertir au charbon. En effet le charbon «l'espoir noir» est la source poten-



tielle la plus importante des Etats-Unis. Près de 70 % des réserves énergétiques totales. Les experts annoncent que les réserves sont suffisantes pour 400 ans... Mais la reconversion des entreprises coûtera cher. Aussi le gouvernement fédéral envisage-t-il des prêts et des avantages fiscaux sensibles. Le coût de ce redéploiement sera d'autant plus élevé que les mesures de protection de l'environnement sont draconiennes.

Pour encourager les particuliers Carter leur offre après le bâton représenté par les taxes, une carotte qui est, elle, de taille : crédit d'impôts de 2000 \$ à toute personne installant un système de chauffage solaire, même pour l'isolation thermique...

Toutes ces mesures, bien sûr, ne doivent pas faire oublier le long terme c'est-à-dire la recherche de nouvelles énergies (comme le pétrole d'Alaska).

QUAND L'AIGLE SE MET AU REGIME

Alors «toutes ces mesures» présentées en France comme terribles pour l'Américain moyen quelles sont d'abord leurs chances de succès? Il faut d'abord l'approbation du Congrès mais a priori il sera hostile. Pour ce qui est du grand public, Carter est l'homme qui dort chez l'habitant, qui converse avec ses concitoyens et Carter a présenté l'urgence et l'importance de son plan au coin du feu, cela a impressionné favorablement le peuple américain. Reconquérir la première place mondiale et en particulier la tête du monde occidental demande des sacrifices, le peuple américain rechignera mais Carter dispose pour sa campagne de nombreux militants écologiques («Common Cause») qui refusent la morale individuelle classique de tout bon Amé-

ricain. En outre il se pourrait que les trusts automobiles ne lui soient pas si hostiles. Certes ils crient au scandale. Apparemment les plus touchés par les taxes sur les grosses voitures, ils songent à changer leur fusil d'épaule mais cela ne peut se faire sous la contrainte du gouvernement, question de principe. La «grosse américaine», voiture-bateau ou tank est morte. Certes elle existe encore mais ce n'est plus la projection de tous les fantasmes de pouvoir et autres : l'Américain moyen, le cadre et souvent le cadre supérieur n'«investit» plus autant que par le passé dans la grosse voiture. Le parc automobile des petits modèles (VW, Toyota, Honda) s'est considérablement développé. Ford, Général Motors, sortent déjà des petits modèles et nombreux sont les Américains «Nadérisés». Mais toutes ces mesures ne doivent pas nous cacher les autres réalités... «Tout retard peut mettre en péril la force la puissance de notre pays. Notre décision sur l'énergie sera un test du caractère du peuple américain... Si nous attendons nous vivrons dans la crainte des embargos, nous mettrons peut-être en péril notre liberté d'agir en nation souveraine dans les affaires du monde» Si l'aigle se met au régime, c'est en fait pour s'offrir bientôt de plus grands appétits. Le plan Carter répond à des problèmes spécifiquement américains mais à moyen terme le but de ce plan est le rétablissement de la primauté américaine qui touche directement à notre indépendance. La primauté d'une Amérique qui deviendrait amnésique oubliant le Vietnam, le Cambodge... Il est donc de plus en plus urgent pour nous d'affirmer, face à elle, un véritable projet diplomatique.

Marc VANDESENDE



par
gérard
leclerc

socrate

révélé

Ce dernier livre de Maurice Clavel, on s'étonne qu'il n'ait pas été écrit avant. Ou plutôt cent fois ou mille fois. Quel philosophe-métaphysicien forcément aventuré dans l'Océan platonicien, a échappé à la figure énigmatique, à la question du juste, condamné à mort? Un sage, un moraliste, une personnalité, à la limite inoubliable. Beaucoup s'en sont tirés ainsi, certains, tel Jean-François Revel, déclarant qu'il n'était qu'une invention de Platon. Le vrai Socrate se trouvant sans mystère dans le prosaïque Xénophon. Pourquoi, alors, cette haine insensée de la part de Nietzsche? Pourquoi, à l'inverse, cette ressemblance esquissée ici ou là avec le Christ?

On ne se débarrasse pas si facilement du bonhomme, pour peu qu'on l'ait rencontré. Et puis il reste sa mort, scandaleuse, le meilleur des citoyens condamné par la cité, le plus pieux pour impiété. Pourquoi a-t-on tué Socrate? Il n'est pas si facile de s'en tirer. Pour peu que l'on prenne l'affaire au sérieux, le vertige nous prend. Non pas que l'intrigue du « polar » soit particulièrement coriace. Elle est infiniment simple. Vérité trop abrupte pour être reconnue, trop personnelle pour être avouée, trop brutale pour ne pas bouleverser. L'enquête aboutit à ce curieux résultat qu'à 2400 ans des faits votre innocence vous paraît des plus douteuses.

Cette petite indication donnera peut-être quelque idée du dessein de Clavel. Choissant de nous parler de la Grèce, Platon et Socrate, il ne délaisse pas nos soucis présents, ses grandes polémiques qui firent quelque bruit. Son militantisme reste intact. Il acquiert de nouvelles armes - pour ressurgir plus franc que jamais dans la grande bataille d'aujourd'hui. Bataille d'intellectuels? Certes oui. Mais est-il, en histoire, un événement où il n'y va pas de la pensée? On ne boudera pas une tentative où la Pensée se libérant des maîtres-penseurs ne cherche qu'à rendre l'homme à lui-même. On se laissera d'autant plus prendre à son élan qu'il est comme d'allégresse, l'enthousiasme et l'amour faisant d'un ouvrage qui aurait pu être austère une sorte de symphonie montant crescendo vers les cimes. Clavel philosophe est un extraordinaire pédagogue. Et je jurerais qu'avec cet essai, il entraînera derrière lui beaucoup qui se croyaient étrangers à de tels seigneurs!

LE MIRACLE GREC

Ce mot de Renan, il nous écœurerait, si n'oubliant pas l'insupportable prière sur l'Acropole, on ne le comprenait comme un prodigieux mystère. Équilibre, si l'on y tient, mais au milieu de quels abîmes! La façon dont Clavel lit le destin des civilisations s'apparente à celle de Chesterton : la Grèce n'échappe pas à cette option sur l'absolu que constitue toute civilisation : « *C'était un équilibre* » à quoi il ne fallait pas toucher ». *C'était comme un secret à demi dévoilé, qui devait rester tel quel à tous prix, sous peine, non que tout s'évente et se dissipe, mais se brise et explose* ». Il faudrait citer à pleines pages, par peur du raccourci. En deux mots : la Grèce est en communication constante avec l'infini, mais un infini qu'elle rêve au point de refuser une aventure avec lui qui irait trop loin. Et pourtant, sans cesse, le danger est frôlé, conjuré de peu. « *Le miracle grec, c'est le refus... non, plutôt l'évasion, l'évitement secret de la tragédie... On livre aux dieux et à la nécessité les excès des autres, dès fois qu'ils vous tenteraient... Et on rit bien, dans la farce qui, pour plus de sûreté encore, clot ces trois drames! Et c'est fini ! Comme on se sent mieux après !...* »

Catharsis, purification mais non révélation véritable, déchirante. Cela permet de vivre au grand soleil dans le demi-secret des dieux, c'est-à-dire sachant que les dieux sont là, mais sans trop se préoccuper d'eux. En ce sens poursuit Clavel, la mort de Socrate est peut-être la seule tragédie grecque.

CE BONHOMME DIFFORME QUI DÉRANGE

Dès lors, nous sommes au cœur du livre. En quoi, la mort de Socrate est un défi au miracle grec, à la mesure, à ce qui ne doit pas être révélé, il faut pour le comprendre méditer sur ce passage décisif du Lachès : « *Tu me parais ignorer que si l'on appartient aux intimes, et pour ainsi dire à la famille des interlocuteurs de Socrate, on est forcé, quelque soit le sujet qu'on entame d'abord, de se laisser ramener par le fil de l'entretien à des explications sur soi-même, sur son propre genre de vie et toute son existence antérieure. Quand on en est arrivé là, Socrate ne vous lache plus avant d'avoir tout passé au crible de la belle façon* ». Voilà pourquoi il dérange, ce bonhomme au corps difforme (insulté pour cela par Nietzsche) et à l'âme d'ange. Il oblige les hommes à se regarder eux-mêmes, pour se transformer. Voilà qui mène bien au-delà de l'éthique athénienne, et qui surtout subvertit complètement le fragile équilibre hellénique.

Mais il faut aller jusqu'au bout, jusqu'à l'audace inouïe de cet homme qui finit par refuser le nom de sage, dont pourtant l'oracle de Delphes l'a gratifié : « *Chaque fois qu'il m'arrive de mettre autrui à l'épreuve, les assistants se figurent que je suis sage au lieu que cette sagesse là, juges, a chance d'être en réalité celle du dieu* ». Socrate refuse la sagesse humaine pour une autre qu'il faut bien appeler divine. Subversion de l'humanisme, où l'homme a tout à gagner ! Le destin de Socrate se détache dans une lumière éblouissante « *Je suis au service du dieu* ». De quel Dieu s'agit-il? Laissons la question au livre pour parvenir au terme du voyage.

LE RETOUR DE L'HOMME

De la question socratique, de cette ironie qui ne vous lache plus, que résulte-t-il? Clavel l'a découvert au passage dans un coin du Protagoras. Au sophiste qui finit par concéder un argument « *Oui, si tu y tiens...* » Socrate de répliquer : « *Je n'ai que faire de mettre à l'épreuve des « si tu y tiens », des « si », des « si c'est ton opinion », mais un toi et un moi !* » Et Socrate d'enchaîner : « *Et quand je dis ce toi et ce moi, c'est qu'il n'y a pas de meilleur moyen de mettre notre argumentation à l'épreuve, sinon d'en éliminer le si...* ». Si le toi et le moi éliminent le si, c'est que nous entrons dans un autre domaine que celui de la joute intellectuelle, dans un dialogue spirituel. Finie alors la tyrannie du logos, le discours terroriste, l'impérialisme du savoir, le fascisme scientifique, le stalinisme idéologique ! Homme tu es, il faut libérer l'absolu qui est en toi, pour reconnaître l'autre, peut-être enfin fonder la fraternité.

Mais ce message socratique est d'aujourd'hui, même s'il fut proféré dans l'Athènes de la grande époque. Il fait sauter tous nos carcans, à condition que nous reconnaissons la vraie nature de sa charge explosive. Rien ne dit qu'il lui sera fait meilleur accueil. Les hommes veulent-ils réellement se libérer, faire surgir leur vérité? Ou bien au contraire, Socrate serait-il de nouveau mis à mort? « *Or, c'est lui qui peut tous nous unir, mes amis en nous inspirant, sans plus, et c'est à nous, à nous seuls et rares, après tant de siècles, de le reprendre, et sans doute vers une mort peu éclatante pour avoir fait aux autres une vie invivable...* » Terrible charge, qui suppose la foi des martyrs. Mais y a-t-il une autre voie pour échapper au totalitarisme? C'est la seule que Clavel discerne pour ses amis au sortir de mai 68. Et je ne vois pas Glucksmann, Lardaux, Jambet et les autres lui donner tort.

Le sentiment d'avoir été inégal à pareil livre m'accable. Il faut le lire. Y retrouver Platon dont je n'ai rien dit. Et pourtant il s'agit d'une initiation à Platon ! Le jeune disciple face à son maître, absent lors de sa mort, tour à tour fidèle et infidèle, cela est d'une beauté bouleversante. De même ce que Clavel écrit sur le Banquet, sans compter ses développements sur les grands dialogues métaphysiques. Là-dessus, les platoniciens disputeront. Nous lirons avec passion Boutang et Desanti. Mais sur l'essentiel, sur Socrate, j'ai comme l'impression que l'affaire est gagnée. Et rien ne nous importe plus pour les luttes qui s'annoncent.

Gérard LECLERC

Maurice Clavel : *Nous l'avons tous tué* ou « ce juif de Socrate ». Seuil. Ce livre peut être commandé au journal. Franco 48 F.

L'héritier secret ?



entretien avec philippe de saint robert

Journaliste et écrivain, Philippe de Saint Robert a accordé de nombreux entretiens à notre journal, en particulier sur l'avenir des institutions, sur la politique arabe de la France et sur le Québec. Auteur de nombreux ouvrages (*Le Jeu de la France*, *Principes pour une légitimité populaire*, *Montherlant le séparé* etc.), il vient de publier les *Septennats interrompus* aux éditions Robert Laffont. Nous laissons nos lecteurs apprécier l'importance de son témoignage.

Royaliste : Philippe de Saint Robert, vous venez de publier «*Les Septennats interrompus*». Est-ce déjà un livre sur M. Giscard d'Estaing ?

Philippe de Saint Robert : Voilà une question bien perfide ! En fait, non. Ce livre, qui aurait pu s'appeler «*La France interrompue*», porte sur cette incessante rupture de la légitimité de l'Etat que nous reproduisons régulièrement depuis 1789. Et vous savez que notre continuité perdue était la grande préoccupation du Général de Gaulle.

Mais mon livre a un dessein moins théorique. Ce sont des «*Mémoires*» du proche passé, racontant ma modeste aventure personnelle dans la V^e République, au long des septennats interrompus de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou. J'ai pensé raconter mes rapports et mes entretiens avec eux. Ils ne m'ont chargé de rien, mais je considère que ce qu'ils ont pu me dire ne m'appartient pas. Et j'ai pensé que cette publication était nécessaire dès lors qu'on essayait de démontrer, après 1974, que M. Giscard d'Estaing était le successeur que Georges Pompidou avait pu souhaiter. Comme cette thèse était en contradiction totale avec ce que ce dernier m'avait dit, j'ai voulu empêcher qu'on continue de manipuler l'opinion, et rétablir un peu de vérité historique.

Royaliste : Ce n'est pas le seul aspect de votre livre ?

P.S.R. : Il y a dans cet ouvrage trois grands volets : mes entretiens avec le général de Gaulle, ceux avec Pompidou, et puis ce à quoi j'ai été

personnellement mêlé en ce qui concerne les rapports entre de Gaulle et le Comte de Paris. Ces rapports étaient fonction d'une certaine idée que le Général s'était faite de sa propre succession, et d'une certaine idée qu'il se faisait de la vertu des institutions et de ce qu'il avait pensé remettre de monarchie dans la République.

Royaliste : Le ton antigauilliste de votre livre est surprenant, chez un homme qui passe pour un gaulliste très orthodoxe...

P.S.R. : J'espère que vous écrirez «*antigaullistes*», avec un s au bout ! Effectivement, ayant approché de très près le sérail, ayant observé son comportement après le départ, puis la mort du Général, plus encore après la mort de Georges Pompidou, il m'était difficile de ne pas évoquer l'attitude de ces maréchaux d'Empire ralliant toutes les restaurations successives - persuadés qu'ils étaient d'être les gardiens d'une flamme dont en réalité leur pérennité dans les affaires publiques empêchait plutôt qu'elle rejailisse.

Alors, de ce point de vue, il y avait lieu d'être sévère : les gaullistes sont des gens que le général de Gaulle a porté au-delà d'eux-mêmes, et qui ont été ramenés après son départ à leur dimension naturelle, sans faire un véritable effort pour continuer l'œuvre qu'ils avaient servie. Peut-être qu'ils l'avaient mal comprise. Peut-être qu'ils l'avaient attribuée au prestige d'un homme, sans comprendre ce que ce prestige avait de communicant avec l'histoire profonde de la France. Je cite dans

mon livre le mot du **désenchanté** de Nietzsche : «*J'attendais de l'écho. Je n'ai perçu que des louanges*». A Colombey, le Général pouvait se répéter ce mot, en voyant ses compagnons verser dans la facilité.

Royaliste : Un jour, le général de Gaulle vous a dit : «*Nous avons rétabli la monarchie*». En lisant ce passage, beaucoup vont sursauter...

P.S.R. : Il m'a dit cette phrase en me faisant les gros yeux et en ajoutant : «*Mais c'est une monarchie élective, ce n'est pas une monarchie héréditaire*». Je lui ai répondu que je n'avais pas songé à autre chose. Il m'a alors répondu : «*Si, vous y avez pensé, et moi aussi du reste*». C'est une phrase qui va très loin mais je ne sais quelles conclusions je dois en tirer. Effectivement, entre 1962 et 1966, le Comte de Paris a probablement songé à se porter candidat la succession du général de Gaulle dans le cadre des institutions de la V^e République. Mais je me suis demandé si ce désir s'inscrivait dans une conception héréditaire du pouvoir. Et il y a peut-être eu un malentendu entre de Gaulle et le Comte de Paris, si le Prince était acquis à l'idée de jouer le jeu de la V^e République, et si le Général admettait mal cette hypothèse d'un héritier des Rois devenant chef de l'Etat dans ces conditions là.

Mais c'est un problème très délicat que celui des relations entre de Gaulle et le Comte de Paris, et on a déjà écrit sur ce sujet beaucoup de bêtises. On a dit par exemple que le Comte de Paris s'était figuré que de Gaulle allait le prendre comme

«*dauphin*», ce qui était absurde et faussait les choses dès le départ. Mais il est évident que le général de Gaulle et le Comte de Paris ont eu des rapports politiques. Je ne peux d'ailleurs les expliquer totalement, et il appartiendrait à Monseigneur le Comte de Paris lui-même de rendre un jour publique la nature de son propre rapport avec le général de Gaulle et la manière dont il a envisagé ce rapport en fonction de ce dont il est l'héritier.

Quant à moi, je me suis simplement permis d'apporter mon témoignage, étant agacé par les contre-vérités énoncées, même par certains gaullistes éminents que gênait cette attitude du général de Gaulle, en ce qu'elle contrariait la part bonapartiste de leur gaullisme. Bien sûr, de Gaulle est, par exemple à la fois carolingien et capétien : on le voit bien à la manière dont il parlait de la France et de l'Europe. Le général de Gaulle était donc déchiré par les différentes traditions de la France, (dont le bonapartisme), tantôt attiré par l'une, et tantôt par l'autre. Et puis les circonstances lui ont imputé des affinités qui n'étaient pas nécessairement celles de sa nature. Mais il arrive qu'on ne réalise pas dans la vie les choses qu'on voulait, et qu'on en fasse d'autres qui n'en sont pas moins belles, moins profondes et moins difficiles.

Royaliste : Les textes que vous citez dans votre livre montrent la profondeur des relations entre de Gaulle et le Prince...

P.S.R. : Ces relations, sont anciennes puisqu'elles datent de l'affaire de la C.E.D. C'est en 1954 que le

Comte de Paris s'est rendu à Colombey, par l'intermédiaire d'Edmond Michelet - sans aucun problème de protocole, puisque le Général dit alors, que le Prince pouvait bien venir à Colombey «puisque le roi est partout chez lui».

Ce fut le début de ces rapports personnels dont on a beaucoup parlé, marqués par des lettres et des témoignages publics que tout le monde connaît. Mais je crois que le plus important s'est passé après 1958, avec l'appui constant que le Prince a tenu à apporter au général de Gaulle, donnant ainsi une sorte de caution à la légitimité d'un certain nombre d'actes au sujet desquels le général était contesté par sa propre famille d'esprit. Il y a eu en particulier l'indépendance de l'Algérie, pour laquelle il a même été envisagé que le Comte de Paris assumât lui-même certaines pouvoirs à Alger. Et puis il y a eu le soutien apporté par le Prince aux institutions de la V^e République et à la politique étrangère du Général. Tout cela se trouve dans les bulletins publiés par le secrétariat politique du Prince. Mais il y a aussi une correspondance très importante, et il serait convenable que le Comte de Paris et la famille du général de Gaulle la fassent connaître tôt ou tard aux Français. Car je considère pour ma part que lorsque le chef de la France libre et le fondateur de la V^e République correspond avec le chef de la Maison de France, il ne s'agit pas de rapports privés mais de rapports qui intéressent la France et qui appartiennent à la France.

Il est donc certain que ces rapports politiques ont une très haute portée et que, dans l'état actuel d'incertitude et d'inconvenance où nous sommes, il ne serait pas mauvais qu'ils fussent rendus publics de manière à rappeler à un certain nombre de gens dans quel esprit le général de Gaulle a voulu restaurer les institutions. Mon livre a tenté d'y inciter, mais je ne peux me substituer aux personnes qui sont détentrices de cette histoire. Mon rôle est seulement de remettre cette histoire dans l'actualité, car elle fournit une indication précieuse par rapport aux déviations du régime actuel qui peu à peu retourne à la IV^e République.

Royaliste : Cette IV^e République, elle recommence donc en 1974?

P.S.R. : A la mort de Georges Pompidou, la France a eu à choisir entre trois candidats qui constituaient ce que j'ai appelé «le tiercé de la catastrophe». Mais, à cause de l'idée que je me faisais de la continuité de l'Etat, j'ai été amené à voter pour M. Mitterand. En effet, si le chef de l'Union de la gauche avait été élu, il aurait eu à résoudre le problème de sa confrontation avec une Assem-

blée différente de lui-même et c'est lui qui aurait été obligé de se composer en arbitre - et donc en monarche républicain.

Malheureusement, l'autre hypothèse que je faisais en 1974 se réalise : M. Giscard d'Estaing amène en effet la gauche au pouvoir par un biais beaucoup plus dangereux - les législatives - biais par lequel la gauche sera amenée à contester le chef de l'Etat, à l'amener à partir, ou à le ramener à une conception antérieure de son rôle. Pourtant, si M. Giscard d'Estaing avait la capacité de gouverner, la situation serait excellente pour lui : il a une droite, il a une gauche, que lui faut-il de plus pour régner? Or il est incapable de le faire parce qu'il ne conçoit de résoudre cette dialectique de la droite et de la gauche que par le centrisme et l'éternel recours à «la troisième force», qui est une sottise parlementaire et un crime politique. D'autant plus que son arrivée au pouvoir a marqué la réelle coupure de la France en deux.

Le général de Gaulle, au contraire, a puisé sa conception de l'Etat dans

France dans le monde. Hors de cela, elle n'a aucun sens. Et si M. Giscard d'Estaing échoue, c'est, comme l'écrit Olivier Germain-Thomas, parce qu'il a choisi de sacrifier la France sur l'autel de l'Europe. Voilà pourquoi les Français ne le considèrent plus comme le garant des institutions : on ne peut être ce garant et larguer en même temps ce qui les fonde. Car ce pouvoir quasi-souverain n'est concevable que s'il fait le service exclusif de la France. Je ne vous apprendrais pas que le roi de France était «empereur de son royaume». On ne peut faire de légitimisme abstrait. On ne peut faire de légitimisme à partir du moment où un pouvoir arguerait de sa légitimité pour abdiquer la souveraineté de la France. C'est ce qu'on essaie de masquer actuellement, mais c'est le débavndamental. Et si de Gaulle avait vu une chose, c'est bien le lien qu'il avait entre le pouvoir rendu par lui au chef de l'Etat et le rôle jaloux et en même temps progressiste qu'il avait rendu à la France dans le monde : l'un ne peut durer sans l'autre.

à nos lecteurs

Nous demandons aux lecteurs de **Royaliste** qui désirent acquérir le livre de Philippe de Saint Robert «**les septennats interrompus**» de nous réserver la préférence pour leurs achats. Ils seront aussi bien servis que par leur libraire habituel, et, de plus, ils nous rendront service.

A cette occasion ils pourront également se procurer les ouvrages précédents de Philippe de Saint Robert :

- **les septennats interrompus** - franco 43 F
- **le jeu de la France** - franco 23 F
- **Principe pour une légitimité populaire** - franco 27 F
- **Montherlant le séparé** - franco 21 F

Commandes à adresser au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de **Royaliste**, 17 rue des Petits Champs, 75001 Paris - C.C.P. Paris 18-104-06 N.

notre histoire. Et notre histoire montre la souplesse nécessaire des institutions. Par exemple, on peut très bien imaginer un Président adoptant une position de retrait face à une Chambre réservée ou hostile, et nommant un Premier Ministre exerçant plus de pouvoirs - semblant donc s'effacer comme Louis XIII devant Richelieu. Car la monarchie c'est Louis XIII autant que Louis XIV, donc deux pratiques éventuellement différentes. De même la Constitution de la V^e République, qu'on dit ambiguë, l'autorise justement une semblable souplesse, et différentes «lectures» qui permettent de gouverner sans que rien de fondamental ne soit remis en cause, en des circonstances variées.

Cette conception de l'Etat, le général de Gaulle l'a puisée dans notre histoire au point qu'il a pu écrire au Comte de Paris : «Toute ma vie, je me suis efforcé de faire la politique de la Maison de France». Mais il faut bien voir que cette conception gaulienne des institutions est liée fondamentalement au rôle de la

Royaliste : Une partie de votre livre est consacrée à vos entretiens avec Georges Pompidou. Pourtant, vous l'aviez attaqué en 1965?

P.S.R. : C'est vrai. Peu de temps avant l'élection présidentielle de 1965, je m'étais insurgé contre la manière dont le Premier Ministre de l'époque me semblait pousser le Général vers la sortie, dans la grande hâte de prendre sa place. Or à l'époque je pensais encore que le Comte de Paris pourrait se porter à la succession du général de Gaulle. Alors j'avais été amené, en raison de cette hypothèse et aussi de l'immobilisme pompidolien, à prendre très vivement à partie le Premier ministre dans **Combat**. La querelle ne s'est terminée qu'en 1969, grâce à Edmond Michelet qui avait insisté pour je rencontre le nouveau Président. J'ai eu ensuite de nombreux entretiens avec lui, dont j'ai gardé un émouvant souvenir. Et si je suis resté très réservé sur certains aspects de sa politique - par rapport à l'Angleterre par exemple - mon opinion sur

l'homme et sur ses motivations profondes a considérablement évolué, et il s'est créé entre nous une sorte d'amitié fondée sur le fait que nous étions tous deux «national», comme Georges Pompidou me l'a dit un jour.

Royaliste : Comment le Comte de Paris voyait-il l'évolution du gaullisme?

P.S.R. : Cette opinion est contenue dans un «Mémoire» qu'il a remis au général de Gaulle en août 1966. C'est un texte passionnant, que j'ai eu entre les mains et dont je n'ai gardé que quelques notes reproduites dans mon livre. Le Comte de Paris avait parfaitement analysé ce qui se passait, c'est-à-dire la manière dont les gaullistes allaient peu à peu amener le Général à échouer dans son projet de participation - et à se retirer du fait de cet échec. Et quand, ultérieurement, le Général écrira au Comte de Paris que le Prince a considéré «les hommes et les événements» avec «une grande hauteur de vues et une grande sûreté de jugement», il ne pouvait oublier, je pense la façon dont le Prince l'avait mis en garde. Mais, pour être juste, je crois que l'évolution du régime avait échappé au Général lui-même. Mon opinion profonde est que le tournant a été pris en décembre 1965 au moment du ballottage : à partir du moment où le général de Gaulle lui-même était mis en ballottage par le système qu'il avait voulu, il n'y avait plus aucune illusion à se faire quant à la possibilité de faire élire, par la voie de l'élection au suffrage universel direct, un homme qui serait l'arbitre indépendant au-dessus de tous les partis. C'est cela qui a fait que le général de Gaulle et le Comte de Paris ont d'abord senti, ensuite compris, et enfin exprimé que ce qu'ils avaient pu imaginer quant à une issue positive de leurs rapports politiques n'était plus envisageable - en tous cas dans des circonstances ordinaires.

Royaliste : Cependant, aux yeux du général de Gaulle, le Comte de Paris est toujours resté un recours?

P.S.R. : C'est ce que montre une lettre que je cite où le général écrit au Prince : «En ce qui me concerne le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent comme l'est et doit le rester pour la France ce que vous représentez de suprême dans son destin». Ainsi, il est bien évident que le général de Gaulle ne renonçait pas à l'idée qu'il se faisait et que, de ce point de vue, ni le temps, ni les échecs, ni sa propre mort ne lui semblaient compter.

propos recueillis par
Bernard Renouvin et
Gérard Leclerc

lire

le délire du pouvoir

Deuxième retour de Chine... Un livre salubre qui se charge de rappeler que tous les marxismes, quelle que soit la couleur de la peau de leurs sectateurs, aboutissent à créer d'implacables systèmes despotico-terroristes (1).

Tout a été dit sur les multiples Goulags de l'URSS même si l'intelligentsia de gauche a mis un temps anormalement long parfois à admettre et dénoncer leur existence. Mais ne serait-elle pas tentée de reporter ses rêves plus ou moins messianiques de paradis terrestre sur la Chine du Grand Timonier, de la Révolution Culturelle et du gouvernement des Masses Laborieuses? Cette erreur, Jacques et Claudie Broyelle et Evelyne Tschirhart l'ont commise après un bref voyage de quelques semaines au pays de Mao-Tsé-Toung. La propagande bien orchestrée des comités de réception, le poids des préjugés idéologiques et une certaine dose de naïveté les ont amené à souhaiter y retourner et y vivre plus longtemps. Ce qu'ils ont fait en travaillant pendant deux ans comme rédacteurs à la revue chinoise de langue française «Pékin-informations». Laps de temps suffisant pour découvrir l'envers du décor. C'est ainsi qu'ils ont pu se rendre compte qu'il leur était interdit de s'éloigner sans autorisation de plus de vingt kilomètres du centre de Pékin. Ils ont eu aussi l'occasion de constater qu'à Pékin, il n'était pas possible de rendre visite à un ami sans - au mieux - laisser son nom au concierge-flic de l'immeuble et, au pire - cas le plus fréquent - posséder une autorisation écrite de la municipalité ou du comité de ville du Parti.

La vie privée? Les femmes mariées doivent planifier leurs naissances selon un planning ultrarigide afin de ne pas désorganiser par leurs congés de maternité la sacro-sainte production. Un garçon et une fille ont-ils des relations sexuelles hors-mariage? Pour leur apprendre à respecter la morale

prolétarienne, on les enverra se rééduquer dans deux camps de travail séparés par quelques milliers de kilomètres. Veulent-ils «réparer» leur liaison en se mariant? Défendu! Pas de prime au vice!

Les meetings de masse? De gigantesques liturgies collectives aussi glaçantes qu'à Nuremberg où l'on répète pendant six à huit heures d'affilée la nouvelle consigne donnée par la direction du Parti. Et l'on vitupère, par exemple, le pleutre Lin-Piao qui aurait paraît-il perdu la bataille de la Mandchourie face aux troupes de Tchang-Kaï-Chek si le génial Timonier n'avait dirigé personnellement la bataille depuis Pékin par... voie télégraphique!

Il est vrai que la Chine ignore les délits de droit commun, et pour cause! Tout délit est politique et découle d'une révolte démoniaque de l'individu contre la «pensée Mao-Tsé-Toung». Et que le fautif prenne garde : lorsqu'il sera jugé, tous ses actes de sa vie passée pourront être retenus contre lui... Même le fait d'avoir collé dans sa chambre des photos d'animaux au lieu de portraits du Président Mao. Une telle pression constante du Big Brother collectif sur l'individu permet d'éviter - relativement! - le recours à la prison et au camp d'internement. Mais au prix de quelle permanente et multiforme mutilation de l'esprit de chacun. Et les auteurs parlent de nombreux cas de suicides. Le délire du pouvoir qui est à la racine de tous les marxismes produit décidément partout toujours les mêmes fleurs vénéneuses.

Paul MAISONBLANCHE

(1) Deuxième retour de Chine. Le Seuil. Commande au journal. Franco 43 F.

Maurice
Grimaud

EN MAI
FAIS
CE QU'IL
TE PLAÎT

LE PREFET DE POLICE
DE MAI 68 PARLE

stock

Mai 68... Neuf ans déjà! Il n'y a que neuf ans...

Mai 68! C'est le printemps où germent les barricades, où hurle la colère, où renaît la poésie, où éclate la vie, où fleurissent les espérances et tremble une société. C'est le vacillement du pouvoir, l'ivresse de la Révolution, la violence des combats, la douceur des moments de paix...

Mai 68, déjà une légende, ce sont encore des souvenirs, ceux du préfet de police d'alors (1).

Etrange préfet, souvent plus proche des étudiants que de ses supérieurs.

D'ailleurs, Maurice Grimaud n'a jamais voulu ce poste. Il y est parvenu «par hasard» - il emploie le mot - et s'il ne regrette pas de l'avoir été, sa satisfaction n'est pas sans mélange. Heureux d'avoir «fait son devoir», il n'ignore pas qu'il fut le «fossoyeur des espérances» de «toute cette jeunesse généreuse». Et le préfet se souvient avoir été jeune.

Mais la participation à l'exercice du pouvoir à ses exigences. Ce pouvoir qu'en mai 1968 Grimaud voyait de près.

De Gaulle, d'abord, qui ne comprenait pas la révolte, ni sa profondeur. Se sentait-il trop vieux pour prendre la tête, comme Grimaud l'aurait voulu, d'une révolution culturelle? Il ne l'a pas pu ou pas su; hors de l'événement, le Général se désintéressait de la question. Pompidou, en Afghanistan, ne pouvait prendre des décisions et les ministres, submergés, effrayés, «le gouvernement de la France paraissait un théâtre d'ombres». «C'est, curieusement, le Comte de Paris qui tiendra au général le langage le plus lucide quand il l'adjurera, le 19 mai, de «tourner le dos au passé, et de tirer de ces circonstances graves le meilleur pour la France. La signification profonde de ces révoltes, ajoutait-il, est le

refus par les jeunes d'une société qui se décompose et qui n'est plus vraiment acceptée que par ceux là qui ont su maintenir leurs privilèges».

Grimaud quant à lui ne pouvait qu'essayer de limiter les dégâts la certitude que des morts provoqueraient une explosion impossible à contenir, jointe à son humanité, conduisirent le préfet à employer la force le plus modérément possible. Certes, mai 68 connut des affrontements d'une violence inouïe. Mais, rétorque-t-il, «cette violence fut le prix dont nous avons payé le refus de part et d'autre de tuer».

Et Grimaud nous raconte - en orfèvre - comment les forces de police sont dirigées depuis le Q.G. de la préfecture. Comment vivent, en et hors service, les agents; les craintes que lui inspirent certains de ses subordonnés. Constatant, il lutte contre les passages à tabac et nous dit les mesures prises pour les éviter : «Frapper un manifestant tombé à terre, c'est se frapper soi-même», écrit-il dans une circulaire.

Puis, c'est l'évacuation de la Sorbonne, de l'Odéon. C'est la fin de la fête, qu'il voit avec «un petit serrement de cœur». Le gouvernement sait qu'il a gagné la partie. Il y a eu le défilé triomphant auquel Maurice Grimaud a refusé de participer, et «l'arrogance et le mépris se sont installés sur les débris de la peur». L'ancien préfet n'est pas tendre pour ceux qui après l'avoir déçu, en arrivent à le révolter. Mais Maurice Grimaud est fonctionnaire et les élections de la grande peur, en juin 1968, semblent - provisoirement du moins - liquider le temps des révoltes.

A.R.

(1). Maurice Grimaud. «En mai fais ce qu'il te plaît». Ed. Stock. Ce livre peut-être commandé en écrivant au journal. Prix franco 45 F.

propos pour réagir

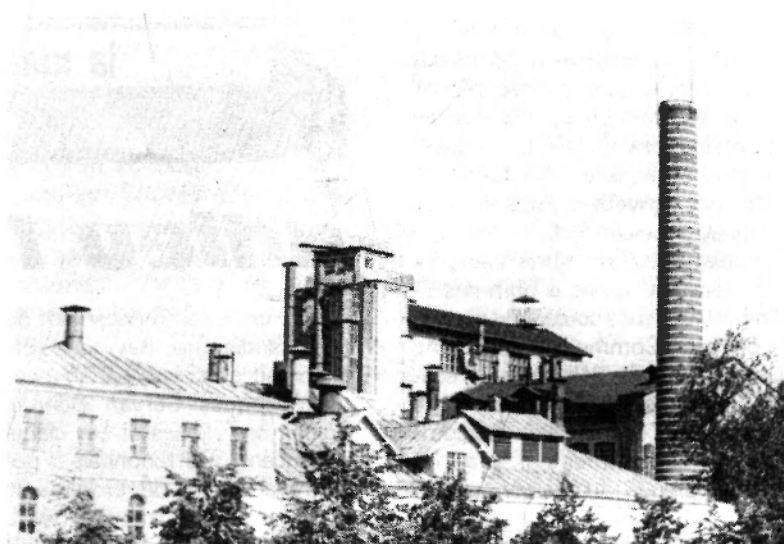
A l'heure où la victoire de la gauche semble probable et prochaine, la querelle de la croissance rebondit. Celle-ci vilipendée en période de prospérité et réhabilitée en période de chômage prendra-t-elle dans le cadre d'un « système Mitterrand » ? Et sera-t-elle humanisée ? D'ailleurs, peut-on l'humaniser, et si oui, comment ? C'est à ce débat - ouvert aujourd'hui par quelques réflexions d'Arnaud Fabre qui ne prétendent pas épuiser le sujet, ni surtout donner la position de la NAF - que nous convions nos lecteurs. Débat qui se déroulera pendant plusieurs mois à l'intérieur des colonnes de ce journal.

La croissance est le sujet le plus controversé de ces dernières années. Croquemitaine engendrant la société de consommation pour les épigones de mai 1968, elle est le succédané version 1977 de la Providence pour la droite béate et rotante qui vote Chirac, invoque François Ceyrac ou Yvan Charpentier et lit Louis Pauwels dans *Valeurs actuelles*. Mais par-delà ces deux positions extrêmes et avouons-le, très minoritaires, elle inspire à la quasi totalité des Français des sentiments très ambigus. Avant la crise économique de 1973-1974, il était de bon ton à gauche de faire le procès de la croissance au nom de la qualité de la vie. Et effectivement, le mérite de tout un courant de pensée, symbolisé par mai 1968, a été de faire ressortir le caractère profondément mutilant d'un système économique qui cherche seulement à nourrir le développement exponentiel des courbes de production. Pour cela, il réduit le travailleur à un robot rivé à une chaîne de travail, attise toutes les convoitises par la publicité et fait consommer souvent du gadget ou du « signe » (de richesse, de puissance ou de jeunesse) par voiture dernier modèle, crème à raser ou chalet à Mégève interposés.

MAI 1968 : UN RÉQUISITOIRE PIÉGÉ

Mais ce réquisitoire nécessaire et trop souvent vérifié par la réalité économique-sociale s'est trouvé rapidement piégé. D'abord par la récupération : Ainsi les marchands, se sont mis à vendre du signe de qualité de la vie, de rustique et de « sauvage » aussi facilement que de la bagnole ou du congélateur. Actuellement, les murs du métro de Paris s'ornent de splendides affiches pour les machines à laver

tendue implicitement par l'idée que l'activité industrielle de l'homme est par nature mauvaise et destructrice du milieu naturel. Que, par contraste, ce serait la nature-mère, pure et inviolée qui serait la seule source de vérité. Comme dirait presque René Dumont coiffé d'une casquette Mao « seule la terre ne ment pas ». (Philippe Pétain). Or, c'est le contraire qui est vrai : la nature est ingrate, produit par elle-même plus de ronces et d'épines que de fruits. C'est au prix d'une



« Vedette » représentant une « mamma » paysanne au teint cuit par le grand air en train de faire sécher ses draps : la mère Denis. Par ailleurs, certains aspects de la contestation de la croissance, tel le combat écologique recèlent nombre d'équivoques : la pollution est une réalité aggravée par le multiplicateur du progrès technique, certes, et à l'heure d'Ecofisk ou de la transformation de la Méditerranée en Mer Morte par les pétroliers ou les boues rouges, nous serions de mauvaise foi en le niant. Mais il est prouvé que les acquis les plus modernes de la technologie contiennent des antidotes efficaces à la pollution. Le drame d'Ecofisk pour prendre cet exemple ne vient pas de l'impuissance de l'homme à mettre en place des dispositifs de sécurité contre l'éruption de pétrole en pleine mer du Nord. Il vient de négligences criminelles fondées sur la recherche du profit à tout prix. Or la contestation écologique ne se borne pas à mettre en cause ce genre de carences. Elle est sous-

agression constante de l'homme qu'elle est devenue féconde. Après tout, le plus grand viol de la nature ne date pas du capitalisme mais du Moyen Age : les grands défrichements des XI^e, XII^e, XIII^e siècle ont abattu les trois-quarts des forêts de l'Europe et fait dominer dans nos campagnes ce que les géographes nomment du beau nom de « paysages humanisés ». Il est vrai que pour nos écologistes champions de l'avortement, l'homme est un être nocif, supportable uniquement à titre homéopathique.

Enfin, la crise économique qui sévit depuis 1973 s'est chargée de rappeler qu'il n'y a pas de qualité de la vie dans le chômage et que celui-ci reléguait au second plan les revendications écologiques. De la sorte, s'est trouvé partiellement justifiée la position commune à un certain patronat de combat et au P.C. selon laquelle la contestation de la société de consommation était le fait de gosses de riches pour qui la satisfaction des besoins vitaux n'avait jamais été un problème.

SAUVER LA PENSÉE DES LIMITES

Alors, faut-il nous résigner à abandonner définitivement les idées maîtresses qui ont sous-tendues le combat de mai 1968 ? Personnellement, je ne le pense pas. D'abord parce que les ambiguïtés et les errements du combat écologique n'enlèvent rien à la terrible actualité du réquisitoire contre la société du gadget. Ensuite, parce que le mouvement écologique à l'immense mérite de poser le problème d'une « pensée des limites » : faut-il systématiquement réaliser tout ce qui est techniquement possible sans se soucier de savoir si la communion entre l'homme et la nature-communion conflictuelle, bien sûr, mais communion néanmoins - ne va pas être rompue par la multiplication des artefacts et des grands appareils technologiques de surcroît difficilement convertissables (1) ?

Mais le sauvetage du combat écologique et qualitatif passe sans doute par un recours accru à une technologie affinée. Les industries de pointe, ce concentré de la créativité de l'animal industriel humain, contiennent souvent en elles-mêmes les réponses aux problèmes lui pose son époque : ainsi la télévision par câble qui individualise les programmes presque à l'infini en fonction des choix du téléspectateur est une invite à la participation et à la liberté là où la télévision centralisée massifie et abrutit. Il va de soi qu'un tel redéploiement de la technologie pose un problème politique et un problème métaphysique, d'ailleurs intimement liés. Qui dira le sens et les valeurs de la civilisation contemporaine ? Qui contrôlera l'activité des marchands et des techniciens ? Et comment ? C'est vous tous, amis militants et lecteurs qui nous aiderez à formuler clairement ces réponses complexes afin de permettre dans les mois à venir aux royalistes d'être prêts pour affronter la prochaine redoutable et incertaine échéance de l'après-giscardisme.

Arnaud FABRE

(1) En ce sens - et en ce sens seulement - on peut être sensibles aux objections des écologistes face à un programme nucléaire qui constitue un véritable chèque en blanc sur les siècles à venir

la terrasse de malagar

Avec la patience et l'esprit de l'artisan, Claude Mauriac extrait les matériaux de ses journaux intimes pour reconstruire, brique par brique, sa vie.

«Le Temps Immobile» dont «La Terrasse de Malagar» constitue le quatrième tome est un voyage à travers une existence particulière. Mais pas selon l'itinéraire habituel. Fidèle à sa technique, Claude Mauriac brise la chronologie; les jours, les années ne se suivent plus selon l'ordre du calendrier, mais se mêlent, se coupent et se recourent pour retrouver au-delà d'un mouvement apparent, la permanence des êtres et des choses, dans ce temps du déjà vécu, fixé dans la mémoire, ce temps devenu immobile avec lequel Claude Mauriac bâtit une œuvre forte et attachante. Dans chaque volume du «Temps Immobile», Claude Mauriac revoit sa vie sous l'éclairage des autres. Si le troisième tome «Et comme l'espérance est violente» se passait sous les phares flamboyants de de Gaulle, Malraux et de Foucault et retracait son aspect «militant», «La Terrasse de Malagar» apparaît, malgré la partie très importante où Mauriac décrit à sa manière la Libération de Paris, sous un éclairage plus intimiste qui s'ouvre de la maison familiale et de la présence pratiquement constante de François Mauriac, le père tendrement aimé : «Papa que j'aime, pour lequel je ne peux rien, papa papa... ce petit mot que j'ai encore le droit d'écrire et dont je me prive bêtement ici depuis que mon éditeur me fit remarquer qu'il fallait mieux remplacer dans mon journal cette expression puérile par un plus digne «mon père».

Le lieu essentiel de ce récit est Malagar, dans la vieille demeure, au milieu des vignes où jusqu'à maintenant six générations de Mauriac se sont succédées. Par l'entremise des odeurs, celles du fenouil, du figuier («Voir grandir ce figuier, respirer ses larges feuilles antiques est un des bonheurs de ma vie, les plus intenses, ceux dont je ne parle jamais ici»), des pins, des raisins et de l'automne qui provoquent l'évoca-

tion de grands pans de son existence, Claude Mauriac nous fait pénétrer dans la maison de son enfance et de son adolescence, Maison grande ouverte sur la nature et les arbres des forêts sous les grandes nuits étoilées du Bordelais (chères à François Mauriac) où l'on songe encore à prêter attention au chant des rossignols. C'est le havre de paix où le père et le fils lisent, méditent, écrivent. C'est là aussi où Mauriac recevait Gide et le jeune Claude écoutait, émerveillé la conversation des deux hommes.

Tout n'y était pas couleur du paradis cependant. Comme chaque enfant, Claude connaît le désespoir, la solitude : «Moi qui suis tout seul toute ma vie, laid et incapable de comprendre l'amusement. Il y a des moments où je me fais horreur.» Et la menace des orages qui pèsent sur les vignes. Et surtout cette sombre période de l'Occupation. Malagar hébergeant un officier allemand, tandis que François Mauriac écrit «Le Cahier Noir» : «C'était à Malagar, au cœur d'un hiver le plus noir de toute notre vie. Nous entendions, au-dessus de nos têtes, craquer les bottes de l'officier allemand».

Mais le maître des lieux, celui qui leur donne leur couleur et leur consistance est François Mauriac dont la silhouette «mince et élégante» parcourt tout le livre, le Mauriac des dernières années, celles du «Bloc Notes» du «Figaro Littéraire», emporté par son amour de de Gaulle et par sa rage de devoir mourir qui le faisait goûter intensément toute chose, ce Mauriac, mort désormais et néanmoins présent dans la mémoire de son fils : «Que François Mauriac soit mort, que je crois entendre et voir, respirer, penser, aimer, souffrir, créer (...) c'est lui vivant, aimant souffrant que je suis à la trace et que je piège». Souvenir douloureux du père et cette vie qui continue en son absence.

Ce sont là, avec le récit de la libération de Paris, les points forts de «La Terrasse de Malagar». Mais, il y a tant d'autres choses dans cette vie de tout instant, l'amour, et les amours, la joie des enfants, la foi, Paris, Vémars toutes ces réflexions effectuées au fil du temps sur les événements et les «choses de la vie». D'illustres visiteurs apparaissent notamment Gide, Valéry, Patrice de la Tour du Pin, Brasillach et Pasolini dans la nuit de Venise. Mais de dernier côté du livre, docu-

mentaire et mondain s'efface vite. Nous sommes entièrement pris au jeu de l'autobiographie. C'est Claude Mauriac et lui seul, dans ses rapports avec les autres et avec le monde qui nous intéresse. Nous nous mettons en mesure avec lui pour le suivre dans ses désespoirs, ses interrogations et ses joies.

Pierre le COHU

- Claude Mauriac - La Terrasse de Malagar - ed. Grasset. Ce livre peut être commandé en écrivant au journal. Prix franco 68 F.

la mauvaise humeur

adieu l'ami

C'est bien le commencement de la fin : tandis que Raymond Barre affrontait le charivari parlementaire, Jean-Jacques Servan Schreiber prenait ses cliques et ses claques, annonçant qu'il renonçait à poursuivre la mission de réformes dont le Président l'avait chargé. Les mauvaises langues diront que les rats quittent le navire - manière détournée de rendre hommage à la lucidité politique de J.J.S.S. D'autres soutiendront que l'événement est minime, l'action réformatrice de Jean-Jacques ayant été nulle tout au long de sa mission. C'est ne rien comprendre à la philosophie du giscardisme. Car J.J.S.S. n'avait pas besoin de faire des réformes : il était la Réforme. Il n'est, pour s'en convaincre, que d'observer le sourcil schreibérien, perpétuellement froncé : même lorsque le corps de Jean-Jacques se transportait à Nancy, son sourcil demeurait à l'Élysée, tel l'œil coïlé resté dans la tombe. Et Giscard gouvernait sous ce double accent circonflexe, qui évoquait le front plissé, l'esprit tendu vers la Pensée-de-la-Réforme. Ce qui explique que, durant toute la mission de J.J.S.S., personne n'ait vu le Réformateur accoucher d'une réforme. Car il serait contraire à l'esprit de la Réforme de se réaliser dans la vile matière : pour exister, la Réforme a besoin d'une pensée, et la Pensée de la Réforme a besoin de se pen-

ser. Ce qui peut prendre plusieurs septennats.

Et voilà ce travail titanesque interrompu. Peut-être que la Pensée-de-la-Réforme a rencontré le néant de la pensée?

Sans oublier que, comme un malheur ne vient jamais seul, ce pauvre Valéry a perdu le second pilier de son régime : Roger Vadim a déclaré il y a quelques semaines qu'il ne croyait plus à la «société libérale avancée». C'est grave. Car, dans la psycho-sociologie du giscardisme, Vadim représentait le Divertissement (sans la Pensée comme on peut le vérifier en regardant ses films). Un Divertissement rendu nécessaire par l'extrême tension que représente le spectacle du changement. D'autant plus que Vadim s'y entendait pour changer les divertissements, autant que pour divertir le changement (incarné par VGE).

Comme dit la sagesse populaire, ce sont toujours les meilleurs qui partent les premiers. Ponia n'est plus là, d'Ornano panse ses plaies, Vadim a choisi un autre parti - ou d'autres parties - et Jean-Jacques se ressource en Lorraine. Reste Barre, qui n'est vraiment pas drôle. Pauvre Valéry, tout seul dans son palais déserté par les bouffons. Que fera-t-il, désormais, de ses jours et de ses nuits?

Y.L.

la n.a.f. en mouvement

Souscription

Notre appel d'il y a quinze jours pour relancer la souscription commence à faire ses effets et de nombreux lecteurs ont réagi en nous envoyant leur contribution. Qu'ils trouvent ici nos remerciements pour l'aide appréciable - et indispensable - qu'ils nous fournissent ainsi. Mais l'objectif des 25.000 F est encore loin d'être atteint, et cet objectif est un minimum pour que nous puissions faire face à nos charges toujours croissantes. C'est donc à l'ensemble de nos lecteurs que nous faisons appel. Chacun d'entre vous peut faire quelque chose - même d'une manière très modeste - pour contribuer à atteindre l'objectif. Nous comptons sur votre participation et nous vous en remercions à l'avance.

Yvan AUMONT

P.S. : Adressez vos dons et souscriptions à l'ordre de «Royaliste», 17 rue des Petits Champs, 75001 Paris - C.C.P. 18 104 06 N en précisant «pour la souscription».

feux de la saint-jean

Tous nos amis de l'Est de la France sont invités à nos « feux de la Saint-Jean » qui auront lieu les samedi 11 et dimanche 12 juin à Tourailles près de Gondrecourt (Meuse). Le rendez-vous est fixé dans l'après-midi du samedi à Tourailles. Apporter son matériel de couchage. La boisson et la nourriture seront fournies sur place. Il est possible de coucher à l'hôtel à proximité, à condition d'avoir réservé à l'avance.

les cellules

Discrètement, mais sérieusement, les cellules de la N.A.F. s'organisent dans la foulée des Journées Royalistes de février dernier :

1) **Cellule économie.** Elle regroupe de jeunes cadres et des étudiants en sciences économiques qui ont pris ou repris contact au cours du formé « Où va Giscard ? » (consacré pour une grande part à la question du libéralisme économique). Cette cellule se réunit maintenant régulièrement, et, après une première réflexion sur ses méthodes et des objectifs, a commencé à fournir un travail régulier :

- d'abord par une réflexion de fond sur la pensée économique contemporaine. C'est ainsi que d'ici la fin de l'année, des études seront consacrées à François Perroux, J.K. Galbraith, les économistes socialistes, Ivan Ilitch, etc.

- ensuite par une collaboration régulière à **Royaliste**. C'est en fait la cellule « Économie » qui animera le débat sur la croissance qu'Arnaud Fabre présente dans ce numéro,

- enfin par la fourniture aux journalistes de **Royaliste** des dossiers dont ils ont constamment besoin.

2) **Cellule syndicalisme.** Elle a pris un départ remarqué fin avril à Angers, la presse régionale ayant largement signalé la tenue de la première session syndicaliste de la N.A.F. Cette cellule réunit des militants royalistes qui sont déjà engagé dans l'action syndicale, et qui peuvent faire bénéficier de leur expérience les militants de la N.A.F. qui voudraient prendre part aux luttes sociales. La session d'Angers a débuté par une réflexion sur le royalisme et le syndicalisme. Elle a conduit les participants à rejeter toute politique d'« entrisme », l'action syndicale des royalistes devant s'effectuer dans la clarté. Ce premier échange de vues qui a également porté sur l'analyse des pratiques syndicales, sera synthétisé dans un document établissant les principes de base de la cellule syndicalisme. Une session plus élargie réunira les syndicalistes royalistes à la rentrée d'octobre. Il convient de souligner tout particulièrement la naissance de cette cellule. C'est en effet la première fois-depuis des dizaines d'années que les royalistes décident d'entreprendre une action cohérente et au grand jour sur le plan des luttes sociales. Dans un prochain numéro de **Royaliste** nous présenterons la « doyenne » de nos cellules consacrée à l'Urbanisme.

Nos lecteurs intéressés par ces différentes activités peuvent nous écrire pour que nous les mettions en contact avec les différents animateurs.

MARTIAL BUISSON

C'est avec beaucoup de tristesse que nous apprenons la mort de Martial Buisson. Venu à l'**Action française** en 1908, Martial Buisson fut le compagnon de Georges Bernanos et d'Henri Lagrange. Il participa aux travaux du **Cercle Proudhon** et devint, après la guerre, le secrétaire de Georges Valois. Il appartenait donc à cette première génération de militants d'A.F., populaire et révolutionnaire, qui est encore trop souvent méconnue. Sans partager toutes ses positions, il suivait les progrès de la NAF avec sympathie, ayant le sentiment d'y « retrouver (ses) jeunes amis d'antan » comme il nous l'avait écrit. Bertrand Renouvin dira, dans notre prochain numéro, ce que Martial Buisson représentait pour les jeunes royalistes. Mais, sans attendre, l'équipe de **Royaliste** tenait à présenter à la famille de Martial Buisson ses condoléances émues.

session jeune royaliste

Les dates de la session d'été sont fixées définitivement. La session aura lieu du 2 au 12 juillet dans notre maison de Bretagne (Près de Ploermel). Cette session fournit aux jeunes royalistes l'unique occasion pour toute l'année de se rencontrer pour fixer leur doctrine et établir leurs projets d'action. Il est donc très important que vous réserviez à la N.A.F. ces dix jours.

La documentation sur la session est parue. Elle vous sera envoyée sur simple demande.

bulletin d'abonnement

Les abonnés reçoivent en supplément, «La lettre royaliste», publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F.), 6 mois (45 F.), un an (80 F.), de soutien (150 F.) *

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

ROYALISTE, 17 Rue des Petits Champs, 75001 Paris — C.C.P. 1810406 N Paris



par
bertrand
renouvin

l'air du temps

Qui ne le sait ? L'analyse politique ne se réduit pas à la pesée des voix, à la comptabilité des sondages, au recensement des déclarations politiques. Elle doit aussi tenir compte de l'air du temps, peut-être léger et changeant, mais précieux pour la compréhension du présent.

M. Giscard d'Estaing, qui dit-on s'évade fréquemment de l'Élysée, devrait en respirer quelques bouffées avant de s'adresser aux Français : ses allocutions ne laisseraient peut-être pas cette étonnante impression d'irréalité qu'on éprouvait l'autre soir, lorsque le Président de la République commentait le début de la session parlementaire. Pourtant, nous ne devrions plus être surpris. Nous savons, depuis trois ans, qu'il ne faut pas se laisser abuser par les entrechats et les mimiques d'un équilibriste, qu'il ne faut pas appeler habileté une grande inconscience et profondeur une simple rêverie. Pourtant, fin avril, après le débat parlementaire sur le second plan Barre, on se prit à espérer que le Chef de l'État dirait ou ferait quelque chose. Et même n'importe quoi.

APPARENCES

L'espoir fut déçu. Visage lisse, œil limpide, ton aimable - avec des fautes de diction qui

traduisaient peut-être un léger ennui - le Président ne voulait considérer que les « faits », à savoir l'existence d'une majorité arithmétique. Comme le faible se raccrochant aux apparences pour préserver son confort et sa sérénité, M. Giscard d'Estaing ne veut pas voir que le R.P.R. est entré en dissidence ouverte, que M. Barre est en train de perdre son crédit, et que le giscardisme est devenu un phénomène marginal à l'Assemblée comme dans le pays.

Ainsi tout se défait tandis que, la tête dans les nuées, le Président poursuit on ne sait quelle chimère. A moins qu'il ne pense plus à rien, se contentant d'épuiser, au jour le jour, ce que sa fonction lui laisse de plaisirs. Par exemple jouer au chef de guerre, à la télévision, avec une carte d'Afrique et un bâton dans la main.

Un pouvoir agonise. Un autre est déjà né. Cette fois, la gauche est sûre de sa victoire. Par-delà la campagne électorale, elle songe déjà à la manière dont elle assumera le pouvoir. Comment le lui reprocher ? Contacts internationaux, pré-négociations avec les syndicats et le patronat, remise en ordre interne, tout cela est nécessaire pour éviter le célèbre vertige qui saisit l'homme politique parvenu au pouvoir sans préparation suffisante. Mais on ne saurait réduire l'atmosphère politique à ces dispositions pratiques. L'air du temps, c'est aussi le bruissement des ambitions, la rumeur des marchandages, la lutte sourde qu'on devine pour le partage des places même petites.

LA NAUSÉE

Pensez donc. Depuis vingt ans qu'ils n'ont plus le pouvoir ! Depuis dix ans que les **jeunes loups** rongent leur frein, sentant, à chaque élection perdue, que leur plan de carrière se rapetisse. Mais l'attente n'a pas été mal employée : d'abord une bonne pile de diplômes et de livres, permettant le monopole du savoir et la scientificité du discours ; ensuite une place stratégique dans le Parti socialiste, qui dispensera demain portefeuilles ministériels et fauteuils d'entreprises nationalisées...

Et puis il y a, sur le plan intellectuel, ce snobisme ou, si l'on préfère, cette sensibilité « de gauche » qui sévit déjà depuis des dizaines d'années. La jérémiade gaucharde va bientôt se transformer en conformisme triomphaliste. Quel ennui, déjà... Il n'est que de lire la production actuelle de l'intelligentsia de gauche pour avoir la nausée : journaux tristes, livres de courtisans, bavardages stériles sur papier glacé. A parcourir ces pages suintant la médiocrité satisfaite, on sait déjà que l'imagination ne sera pas au pouvoir, et que ces gens-là sont incapables de changer notre vie. C'est grave, parce que la gauche a toutes chances de s'incruster au pouvoir, une fois qu'elle l'aura conquis.

Car les anciens arguments sur la fragilité de l'Union de la gauche risquent de se trouver infirmés. C'est que, depuis 1973-1974, les deux principales composantes de l'Union de la gauche ont accompli une évolution convergente. Par exemple en matière de défense nationale puisque le P.C. ne manifeste plus d'hostilité de principe à l'égard de la force de dissuasion. De même, en politique étrangère, les communistes se sont éloignés de Moscou tandis que le Parti socialiste semble moins atlantiste que par le passé. Enfin les communistes ont adopté une attitude plus souple sur la question européenne, enlevant à Giscard ses dernières illusions quant à une rupture possible de l'Union de la gauche sur ce sujet.

Je ne dis pas que toutes les difficultés soient aplanies. Mais ces données nouvelles permettront à l'Union de la gauche de durer plus longtemps que prévu, en se débarrassant de l'actuel Président ou en le renvoyant aux inaugurations de chrysanthèmes.

LES NOUVEAUX MANDARINS

Cette stabilité possible de la gauche au pouvoir ne fera que renforcer le conformisme ambiant. Et la déception sera rude quand on s'apercevra qu'on a changé de technocratie au lieu de changer la vie, qu'on a changé de patron (un **manager** d'État au lieu d'un **manager** privé) au lieu de s'engager sur la voie de l'autogestion, qu'on a remplacé, au niveau de l'État, l'aristocratie financière par l'aristocratie du savoir, et que le programme commun est un ramassis de formules creuses et de solutions usées.

Non, contrairement à ce qu'affirme M. Attali, le pouvoir socialiste ne sera pas « l'arbitre suprême » mais l'instrument d'une nouvelle classe dirigeante, mais un instrument mis au service de certaines clientèles, mais une machine à transformer les chômeurs en fonctionnaires.

Non, contrairement à ce qu'affirme la social-technocratie, la nationalisation n'est pas le **nec plus ultra** de la gestion économique mais le moyen de créer de nouvelles féodalités.

Non, cet État ne sera pas celui du peuple de France, mais celui des intellectuels du Parti socialiste et des bureaucrates du Parti communiste.

Cela signifie qu'on va, pendant un an, se battre sur de faux problèmes, pour ou contre de fausses solutions. Mais ce sera peut-être une des dernières fois. Car l'air du temps, ce n'est pas seulement l'ambition chiraquienne et l'arrivisme des énarques du P.S. C'est aussi, on l'a vu au premier tour des municipales, le début de la remise en question du discours politicien. Face aux diverses variétés de mandarins de la société bourgeoise, une nouvelle contestation est peut-être en train de naître. Il faut en tout cas le souhaiter, si l'on veut que les vraies questions soient un jour posées.

Bertrand RENOUVIN